



Séance ordinaire du mercredi 20 juin 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Serge BOULET, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Rabii YOUSSEUS.

Excusés :

Geniès BALAZUN, Renaud CALVAT.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Conventions de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les partenaires du territoire dans le cadre de la plateforme collaborative métropolitaine clause sociale - Conventions de partenariat - Approbation - Autorisation de signature

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a lancé, en 2016, une « *plateforme collaborative métropolitaine clause sociale* », issue du Contrat de Ville 2015-2020 co-animée avec l'Etat, qui constitue une des actions phare du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (Podem), dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion.

Cette plateforme est née d'un constat : la nécessité d'avoir sur le territoire métropolitain un guichet partenarial de la gestion de la clause sociale à disposition des donneurs d'ordres et des entreprises intervenant sur le territoire.

Elle confirme la volonté de Montpellier Méditerranée Métropole à engager son territoire dans une dynamique d'achat socialement responsable.

L'objectif de cette plateforme, animée par Montpellier Méditerranée Métropole, et soutenue financièrement par l'Etat et le Fonds Social Européen (FSE), est d'accroître de manière quantitative et qualitative les opportunités d'insertion pour les personnes éloignées de l'emploi du territoire. Il s'agit bien de favoriser l'accès à l'emploi pour un public qui n'aurait pu sans la clause accéder aux emplois générés par ces marchés et de renforcer leurs chances d'insertion via une organisation collaborative.

Des conventions de coopération sont signées avec des donneurs d'ordres intervenant sur le territoire métropolitain, leur donnant les bases de collaboration dans un esprit de service public.

A ce jour, 24 donneurs d'ordres sont suivis par la plateforme dans la mise en œuvre de clauses sociales dans leurs marchés dont : Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la Régie des eaux, la TaM, la SERM-SA3M, ACM habitat, la SNCF, Erilia, le CHU de Montpellier, la Ville de Grabels, un Toit pour tous, Mercadis Somimon, IRD, FDI Habitat, la COMUE, le CNRS, le CIRAD, l'ARS, SFHE, Nexity, Montpellier Sup Agro, IRSTEA, INSERM et Institut régional du cancer de Montpellier.

Sur la période 2016-2017, les chiffres consolidés présentent plus de 230 900 heures d'insertion réalisées, dont 100 300 heures en 2016 et plus de 130 600 heures en 2017.

Ce sont 379 personnes qui ont ainsi accédé à une période de travail, dont 43% issus des Quartiers Politique de la Ville. 12% sont des femmes. Et à l'entrée dans le dispositif 38% avaient moins de 26 ans.

Cette plateforme ambitionne de poser les bases d'un partenariat étroit avec l'ensemble des parties prenantes de la mise en œuvre de clauses sociales.

Parmi les premiers partenaires incontournables de cette plateforme collaborative métropolitaine clause sociale, figurent les acteurs du Service Public de l'Emploi (SPE) : Pôle emploi, la Mission Locale Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole et Cap Emploi avec lesquels de premières conventions de partenariat sont en cours de signatures.

Aujourd'hui pour assurer la continuité d'un maillage territorial avec les autres partenaires présents et actifs sur le sujet de la clause sociale, il est proposé la signature de deux types de conventions bilatérales de partenariat :

- une convention-type de partenariat s'adressant à tous les partenaires mettant à l'emploi des participants éligibles à la clause sociale coordonnés par la plateforme métropolitaine collaborative clause sociale (Structures d'insertion par l'activité économique SIAE, tout type de Groupement d'Employeurs, Entreprise de travail temporaire ETT, ...) ;
- une convention de partenariat avec la Mission clause sociale 34 portée par l'APSH34 délimitant les champs d'intervention et les échanges de pratiques de cette mission interinstitutionnelle et de la Métropole. La Plateforme Collaborative Métropolitaine Clause Sociale est l'instance chargée de la gestion de la clause sociale sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Il a été convenu

que la Métropole suive toutes les opérations qui se réalisent sur son territoire. Il est entendu que la mission interinstitutionnelle Clause Sociale 34 n'interviendra pas en gestion de la clause sociale sur ces opérations.

Ces conventions fixent les modalités de collaboration de l'ensemble des partenaires au sein de la plateforme collaborative métropolitaine clauses sociales.

D'une part, dans le cadre de la convention-type de partenariat s'adressant à tous les partenaires, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- mettre en place et animer une commission de suivi opérationnel mensuelle où l'ensemble des signataires d'une convention de partenariat pourront être conviés afin de connaître les chantiers, marchés clausés à venir, les prescriptions de publics entrant dans le dispositif clause sociale (validés), ceux en parcours au travers d'un tableau des personnes ayant travaillé sur la clause le mois précédent, et ceux sortant du dispositif. Ainsi l'ensemble des partenaires pourra également échanger à l'accompagnement éventuel de l'après-clause... ;
- proposer aux entreprises la solution de mise à disposition la plus adaptée au volume d'heures d'insertion généré par le marché et de présenter l'ensemble de l'offre de service disponible sur le territoire métropolitain ;
- réfléchir favorablement à la mutualisation des heures d'insertion quand cela est possible ;
- transmettre à minima un bilan annuel des clauses avec la ventilation par partenaire des heures effectuées sur le territoire métropolitain ;
- faire un point de suivi une fois par an, participant par participant, avec le partenaire signataire de la convention afin de l'accompagner dans sa gestion de la clause sociale et lui permettre une communication efficace de son propre bilan consolidé.

En contrepartie, le partenaire mettant à l'emploi des participants s'engage envers la Métropole à :

- participer à la commission de suivi opérationnel mensuelle où il sera convié ;
- lui retourner la fiche de prescription individuelle signée par le candidat (loi informatique et liberté), remplie des éléments nécessaires à la saisie sur ABC Clauses (logiciel dédié) ;
- ne prendre en compte dans la clause sociale que les personnes dont l'éligibilité au dispositif aura été validé par les gestionnaires clauses de la Métropole qui s'appuie sur le Service Public de l'Emploi. En cas de non-respect de cette orientation le maître d'ouvrage concerné, sur proposition de la Métropole, pourra ne pas valider les heures d'insertion de l'entreprise attributaire du marché pour cause de non-respect de ses obligations contractuelles liées au public visé par la clause confiée à la plateforme collaborative métropolitaine ; et par conséquent appliquer les pénalités inscrites au marché ;
- assurer l'accueil, l'accompagnement et le suivi de ces personnes ;
- informer régulièrement la plateforme collaborative métropolitaine clauses sociales des éventuelles difficultés rencontrées ;
- transmettre mensuellement le tableau des heures d'insertion réalisées le mois précédent aux chargés de mission clause sociale de la Métropole ;
- participer activement aux commissions où il sera invité.

D'autre part, dans le cadre de la convention de partenariat avec la Mission clause sociale 34 portée par l'APSH34, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- inviter la mission interinstitutionnelle Clause Sociale 34 à participer aux réunions du comité technique de coordination au cours duquel l'ensemble des partenaires institutionnels, stratégiques de la clause sociale :
 - .fixe les objectifs de la plateforme collaborative métropolitaine ;
 - .est garant de la bonne coordination des acteurs sur le territoire de la Métropole ;
 - .évalue les résultats ;
 - .aura une à deux fois par an les éléments de bilan de l'année précédente, les objectifs à venir ;
- pour les marchés régionaux de l'Etat, dont l'Etat a décidé de confier la gestion à TME Toulouse pour la région Occitanie, puis à la mission interinstitutionnelle Clause Sociale 34 pour le département de l'Hérault en tant que coordinateur départemental, la Métropole s'engage à :
 - .répondre favorablement aux sollicitations de TME et de la mission sur ces marchés de l'Etat ;
 - .transmettre à minima un bilan annuel des clauses pour les marchés de l'Etat ;
- pour les marchés multi sites proposés par la mission interinstitutionnelle Clause Sociale 34 à la plateforme collaborative métropolitaine pour les opérations dépassant les frontières de la métropole mais ayant des lots sur la métropole :

- .la mission interinstitutionnelle Clause Sociale 34, en tant que coordinateur départemental proposera à la plateforme de les associer sur le volet rédaction des lots concernés afin de bénéficier de leur expertise juridique ;
- .la plateforme devra être régulièrement informée des marchés à venir et en cours ;
- .la plateforme transmettra un suivi par lot de chaque opération à la mission ;
- participer régulièrement au Comité de pilotage de la mission interinstitutionnelle Clause Sociale 34 ;
- participer régulièrement au Comité technique de la mission interinstitutionnelle Clause Sociale 34.

En contrepartie, la Mission clause sociale 34 portée par l'APSH34 s'engage envers la Métropole à :

- participer au comité technique de coordination (1 à 2 par an) ;
- articuler l'ensemble des « facilitateurs clause sociale » du département ou de la région sur les opérations multi sites et les marchés de l'Etat ;
- solliciter les chargés de mission de la plateforme collaborative métropolitaine clause sociale lors de la rédaction des opérations multi sites afin de bénéficier de leur expertise pour le ou les lots les concernant ;
- passer le relais des donneurs d'ordres sensibilisés à la clause qui auraient une opération concernant uniquement le territoire de la Métropole ;
- informer régulièrement la plateforme collaborative métropolitaine clause sociale des éventuelles difficultés rencontrées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention type bilatérale entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacun des partenaires en charge du suivi des participants ;
- approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Mission Interinstitutionnelle Clause Sociale 34 portée par l'APSH34,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180620-44145-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.